



## Déclaration préalable de l'UNSA Education

CSA-SD du 9 février 2023

Madame l'Inspectrice d'Académie,  
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD,

Le gouvernement a fait le choix de supprimer 1 117 emplois dans le premier degré à la rentrée. Dans notre académie c'est 85 postes 1<sup>er</sup> degré qui vont disparaître et 54 dans le 2<sup>nd</sup> degré. Dans les Vosges, c'est un solde négatif de 45 emplois retirés pour le 1<sup>er</sup> degré...

Certes nous faisons face à une baisse démographique mais nous ne nous attendions pas à un solde aussi négatif.

C'est en effet la plus grosse suppression depuis de nombreuses années !

Certaines mesures ont été retirées suite à nos interventions en groupe de travail et en CSA SD, mais nos collègues restent inquiets des conséquences qu'auront les nombreuses fermetures sur leurs conditions de travail et sur le contexte d'apprentissage des élèves.

Pour répondre à leurs préoccupations, nous réitérons ici notre demande d'un groupe de concertation sur les mesures techniques du mouvement.

L'UNSA Education dénonce le choix de ces pertes d'emplois alors qu'il faudrait profiter de la baisse démographique pour répondre aux besoins des élèves et du service public d'éducation : besoins de postes de Rased, besoins de remplacement pour les absences ordinaires, besoin de soutenir une politique volontariste de structuration de l'école inclusive.

Notre système éducatif vit de multiples crises : crise de sa capacité à faire mieux réussir chaque élève, en particulier les plus fragiles, crise de fonctionnement, crise de recrutement et crise de justice sociale notamment.

Pour l'UNSA Education, quels que soient les territoires, il faut protéger notre service public d'Éducation pour redonner confiance en l'avenir à notre pays et offrir des perspectives positives aux professionnels qui font l'école.

Nous apprécions la décision de ne pas supprimer les postes RASED annoncés, car ils sont indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires. Pour répondre à la réalité des besoins des élèves des écoles, ces postes RASED mériteraient assurément d'être renforcés.

À l'heure de la préparation de la conférence nationale sur le handicap, il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'École inclusive et de se donner les moyens de répondre effectivement et pleinement aux besoins tels qu'ils existent de façon criante. Cela nécessite de dépasser une politique purement comptable qui nie les difficultés de la communauté éducative et fragilise les personnels et les élèves.

L'école inclusive, enjeu majeur de l'École, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'éducation tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant.

Cette approche met en souffrance des personnels, des enfants et leur famille en n'offrant pas les réponses adaptées aux besoins des élèves.

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble, le ministère va créer encore bien inutilement des tensions sans apporter de solution aux vrais problèmes de l'École.

Un état critique a été atteint.

Nous sommes inquiets quant à l'avenir de notre Service Public d'Éducation et aux futures conditions de travail de nos collègues qui, toujours, se dégradent.

Je vous remercie de votre attention.